



Dans les directions interministérielles, la CFDT tire la sonnette d'alarme

Alors que le gouvernement promet une nouvelle manière de réformer l'État, la CFDT Fonctions publiques tire la sonnette d'alarme. Les effets d'annonce ne suffiront pas à réparer les dégâts de la RGPP.

Le Président de la République s'est engagé sur « l'arrêt » de la RGPP. Dans la foulée, le Premier ministre a placé le dialogue social au cœur de son discours d'investiture. Les ministres ont affirmé leur volonté de relayer le changement et de prêter toute leur attention aux difficultés des agents. Pourtant aujourd'hui la déception commence à poindre.

Quelques mois après la prise de fonctions du gouvernement on ignore toujours comment ces propos se traduiront dans les directions interministérielles issues de la réforme de l'administration territoriale de l'État (Réate).

Les premiers éléments de calendrier ont été posés : mission confiée à trois inspections générales (IGF, IGA, IGAS) – dont le rapport vient d'être remis au Premier ministre, séminaire gouvernemental, présentation du bilan RGPP aux organisations syndicales ...

Mais pendant ce temps les annonces se sont multipliées comme si rien ne devait changer : expérimentation de fusion des fonctions supports des DDI dans le Lot, expérimentations du même genre dans deux régions. La réaction immédiate de la CFDT a amené la Ministre de la Fonction publique à surseoir et à promettre un nouveau document d'intentions concernant ces expérimentations mais sans préciser en quoi ces intentions seront nouvelles ni les délais dans lesquels elles seraient communiquées.

Entre les orientations affichées en matière de dialogue et les faits, l'écart commence à se creuser ! Et les inquiétudes s'accroissent.

D'importantes suppressions d'emplois frappent les secteurs jugés non prioritaires. Aucune bonne nouvelle ne semble être dans les cartons concernant les rémunérations et les carrières.

Et la loi de décentralisation pourrait - dès le début de l'année 2013 - modifier encore la structure des directions interministérielles.

La CFDT Fonctions publiques souhaite qu'un cadre négocié conditionne la conduite de la réforme de l'État. Elle demande au gouvernement de donner des signes concrets d'une nouvelle orientation concernant les directions interministérielles.

Renforcer l'État dans les territoires

La CFDT Fonctions publiques se bat pour mettre fin à une politique qui consistait à diminuer sans cesse les moyens et le rôle de l'État dans une perspective étroitement budgétaire. Au contraire, face à la crise et aux attentes croissantes de service public, il faut redonner à l'État son efficacité au plus près des citoyens dans tous les territoires.

La CFDT Fonctions publiques revendique :

- ◆ Les moyens humains et financiers pour garantir la présence des services à tous les niveaux, département, région et niveau national.
- ◆ Un débat contradictoire sur le bilan de la RGPP.
- ◆ La définition d'objectifs de service public ambitieux.
- ◆ L'instauration du dialogue social en préalable à toute réforme ou expérimentation.
- ◆ L'adoption des budgets nécessaires à une amélioration du fonctionnement des services, des carrières et des rémunérations des agents.
- ◆ Une harmonisation par le haut des règles de gestion, de rémunération et les prestations de l'action sociale.

Pour le dialogue social et pour réformer l'État autrement, Il est temps de passer aux actes